CONSEIL D'ÉTAT
section de législation

avis 58.496/2
du 9 décembre 2015

sur

un projet d'arrêté royal 'modifiant la loi du 25 avril 2014 relative au statut et au contrôle des établissements de crédit concernant le redressement et la résolution des défaillances de groupes'

RAAD VAN STATE
afdeling Wetgeving

advies 58.496/2
van 9 december 2015

over

een ontwerp van koninklijk besluit 'tot wijziging van de wet van 25 april 2014 op het statuut van en het toezicht op kredietinstellingen wat het herstel en de afwikkeling van groepen betreft'

‡LW-BIMPJEEFC-FIEJGVT‡

Le 16 novembre 2015, le Conseil d'État, section de législation, a été invité par le Ministre des Finances à communiquer un avis, dans un délai de trente jours, sur un projet d'arrêté royal 'modifiant la loi du 25 avril 2014 relative au statut et au contrôle des établissements de crédit concernant le redressement et la résolution des défaillances de groupes'.

Le projet a été examiné par la deuxième chambre le 9 décembre 2015. La chambre était composée de Pierre VANDERNOOT, président de chambre, Luc DETROUX et Wanda VOGEL, conseillers d'État, Yves DE CORDT et Marianne DONY, assesseurs, et Anne-Catherine VAN GEERSDAELE, greffier.

Le rapport a été présenté par Jean-Luc PAQUET, premier auditeur.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de Wanda VOGEL.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 9 décembre 2015.

*

Op 16 november 2015 is de Raad van State, afdeling Wetgeving, door de Minister van Financiën verzocht binnen een termijn van dertig dagen een advies te verstrekken over een ontwerp van koninklijk besluit 'tot wijziging van de wet van 25 april 2014 op het statuut van en het toezicht op kredietinstellingen wat het herstel en de afwikkeling van groepen betreft'.

Het ontwerp is door de tweede kamer onderzocht op 9 december 2015. De kamer was samengesteld uit Pierre VANDERNOOT, kamervoorzitter, Luc DETROUX en Wanda VOGEL, staatsraden, Yves DE CORDT en Marianne DONY, assessoren, en Anne-Catherine VAN GEERSDAELE, griffier.

Het verslag is uitgebracht door Jean-Luc PAQUET, eerste auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst van het advies is nagezien onder toezicht van Wanda VOGEL.

Het advies, waarvan de tekst hierna volgt, is gegeven op 9 december 2015.

*

‡LW-BIMPJEEFC-FIEJGVT‡

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1er, alinéa 1er, 2°, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, la section de législation limite son examen au fondement juridique du projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, le projet appelle les observations suivantes.

FORMALITÉS PRÉALABLES

Il y a lieu de mentionner au préambule l'analyse d'impact intégrée, formalité qui, selon le dossier accompagnant la demande d'avis, a bien été accomplie.

OBSERVATION GÉNÉRALE

Même si la version française du texte à l'examen s'inspire – souvent littéralement – de la version française de la directive transposée [1], le projet devrait être mieux rédigé pour traduire clairement la volonté de son auteur et rencontrer ses objectifs.

Voici quelques exemples :

- la version française de l'article 455, 8°, en projet de la loi du 25 avril 2014 'relative au statut et au contrôle des établissements de crédit' (transposition de l'article 87, i), de la directive), aux termes duquel, lorsqu'elle prend des décisions ou des mesures susceptibles d'avoir une incidence sur un ou plusieurs États membres, l'autorité de résolution tient compte de « la nécessité pour toute obligation, en vertu du présent titre, de consulter une autorité avant toute prise de décision ou de mesure d'impliquer au moins l'obligation de consulter ladite autorité sur les éléments de la décision ou de la mesure envisagée qui affectent ou sont susceptibles […] », doit être réécrite ;

- l'article 477, 4°, en projet doit être réécrit comme suit : « si l'autorité de résolution n'a pas marqué son accord sur le dispositif de résolution de groupe proposé par l'autorité de résolution étrangère au niveau du groupe ou si elle estime, pour des raisons de stabilité financière, devoir prendre (la suite comme au projet) » ;

- la version française de l'article 480, 2°, en projet (transposition de l'article 94, paragraphe 4, a), ii) de la directive), qui prévoit que l'autorité de résolution est compétente pour exercer les pouvoirs prévus aux articles 276 à 281 concernant « les droits ou des engagements d'un établissement de crédit d'un pays tiers qui sont inscrits dans ses comptes par une succursale dans l'EEE en Belgique, ou régis par le droit belge ou auxquels des créances sont exécutées en Belgique », doit être alignée sur la version néerlandaise ;

[1] Directive 2014/59/UE du Parlement européen et du Conseil du 15 mai 2014 'établissant un cadre pour le redressement et la résolution des établissements de crédits et des entreprises d'investissements et modifiant la directive 82/891/CEE du Conseil ainsi que les directives du Parlement européen et du Conseil 2001/24/CE, 2002/47/CE, 2004/25/CE, 2005/56/CE, 2007/36/CE, 2011/35/UE, 2012/30/UE et 2013/36/UE et les règlements du Parlement européen et du Conseil (UE) n° 1093/2010 et (UE) n° 648/2012'.

‡LW-BIMPJEEFC-FIEJGVT‡

- il convient de supprimer le mot « van », qui est superflu dans la version néerlandaise de l'article 480, 2°, en projet ;

OBSERVATIONS PARTICULIÈRES

PRÉAMBULE

Les alinéas 2 et 3 doivent être intervertis afin de mentionner les formalités préalables qu'ils mentionnent suivant l'ordre chronologique de leur accomplissement [2].

DISPOSITIF

Article 5

Le Conseil d'État n'aperçoit pas en quoi les articles 311 ou 387 de la loi du 25 avril 2014 'relative au statut et au contrôle des établissements de crédit' procurent un fondement légal à la disposition à l'examen.

Article 6

1. À l'article 434, § 1er, *in fine*, en projet, qui transpose l'article 6, paragraphe 5, de la directive, il convient d'écrire « […] prolonger le délai précité, de maximum un mois ». En effet, le délai initial est de deux mois, et non d'un mois, comme l'indique le texte en projet.

2. L'article 464 en projet constituerait, suivant les tableaux de transposition communiqués par l'un des délégués, la transposition de l'article 81, paragraphe 3, de la directive 2014/59/UE du Parlement européen et du Conseil du 15 mai 2014 'établissant un cadre pour le redressement et la résolution des établissements de crédit et des entreprises d'investissement et modifiant la directive 82/891/CEE du Conseil ainsi que les directives du Parlement européen et du Conseil 2001/24/CE, 2002/47/CE, 2004/25/CE, 2005/56/CE, 2007/36/CE, 2011/35/UE, 2012/30/UE et 2013/36/UE et les règlements du Parlement européen et du Conseil (UE) no 1093/2010 et (UE) no 648/2012'.

Outre qu'il semble que, comme dans la version néerlandaise, c'est l'autorité de résolution qui doit être mentionnée au début du texte français, et non l'autorité de contrôle, la section de législation n'aperçoit pas en quoi cet article 464 assurerait une transposition satisfaisante de la disposition de la directive à laquelle elle est ainsi associée.

3. D'après les mêmes tableaux de transposition, l'article 476, § 4, en projet transpose l'article 92, paragraphe 3, de la directive.

[2] *Principes de technique législative - Guide de rédaction des textes législatifs et réglementaires*, www.raadvst-consetat.be, onglet « Technique législative », recommandation n° 34, b).

‡LW-BIMPJEEFC-FIEJGVT‡

Comme ce paragraphe concerne l'hypothèse dans laquelle les mesures envisagées par l'autorité de résolution au niveau du groupe comprennent un dispositif de résolution de groupe, son texte français doit être aligné sur la version néerlandaise (« een groepsafwikkelingsregeling omvatten ») ; les mots « ne comprennent pas de dispositif de résolution de groupe » seront corrigés en ce sens.

4. À la fin de l'article 485, § 1er, alinéa 1er, en projet, il y a lieu de remplacer les mots « l'article 97, paragraphe 1 » par « l'article 97, paragraphe 2 ».

*

‡LW-BIMPJEEFC-FIEJGVT‡

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, beperkt de afdeling Wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het ontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat deze drie punten betreft, geeft het ontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

VOORAFGAANDE VORMVEREISTEN

In de aanhef dient melding te worden gemaakt van de geïntegreerde impactanalyse, een vormvereiste dat luidens het dossier dat bij de adviesaanvraag is gevoegd naar behoren is vervuld.

ALGEMENE OPMERKING

Ook al sluit de Franse tekst van het voorliggende ontwerp – vaak letterlijk – aan bij de Franse tekst van de omgezette richtlijn,[1] zou het ontwerp beter moeten worden geredigeerd om de wil van de steller ervan duidelijk weer te geven en om te beantwoorden aan zijn doelstellingen.

Ziehier enkele voorbeelden:

- de Franse tekst van het ontworpen artikel 455, 8°, van de wet van 25 april 2014 'op het statuut van en het toezicht op kredietinstellingen' (dat artikel 87, i), van de richtlijn omzet) naar luid waarvan de afwikkelingsautoriteit bij het nemen van besluiten of maatregelen die gevolgen kunnen hebben voor een of meerdere lidstaten rekening houdt met "la nécessité pour toute obligation, en vertu du présent titre, de consulter une autorité avant toute prise de décision ou de mesure d'impliquer au moins l'obligation de consulter ladite autorité sur les éléments de la décision ou de la mesure envisagée qui affectent ou sont susceptibles [...]" dient te worden herschreven;

- het ontworpen artikel 477, 4°, moet worden herschreven als volgt: "si l'autorité de résolution n'a pas marqué son accord sur le dispositif de résolution de groupe proposé par l'autorité de résolution étrangère au niveau du groupe ou si elle estime, pour des raisons de stabilité financière, devoir prendre (voorts zoals in het ontwerp)";

- de Franse tekst van het ontworpen artikel 480, 2°, (dat artikel 94, lid 4, a), ii), van de richtlijn omzet) waarin wordt bepaald dat de afwikkelingsautoriteit bevoegd is om de in de

[1] Richtlijn 2014/59/EU van het Europees Parlement en de Raad van 15 mei 2014 'betreffende de totstandbrenging van een kader voor het herstel en de afwikkeling van kredietinstellingen en beleggingsondernemingen en tot wijziging van Richtlijn 82/891/EEG van de Raad en de Richtlijnen 2001/24/EG, 2002/47/EG, 2004/25/EG, 2005/56/EG, 2007/36/EG, 2011/35/EU, 2012/30/EU en 2013/36/EU en de Verordeningen (EU) nr. 1093/2010 en (EU) nr. 648/2012, van het Europees Parlement en de Raad'.

‡LW-BIMPJEEFC-FIEJGVT‡

artikelen 276 tot 281 bedoelde bevoegdheden uit te oefenen ten aanzien van "les droits ou des engagements d'un établissement de crédit d'un pays tiers qui sont inscrits dans ses comptes par une succursale dans l'EEE en Belgique, ou régis par le droit belge ou auxquels des créances sont exécutées en Belgique" dient als overbodig te worden afgestemd op de Nederlandse tekst ervan;

- het woord "van" dient als overbodig te worden geschrapt in de Nederlandse tekst van het ontworpen artikel 480, 2°.

BIJZONDERE OPMERKINGEN

AANHEF

Het tweede en het derde lid moeten onderling van plaats worden verwisseld zodat de erin opgenomen voorafgaande vormvereisten naar tijdsorde worden vermeld.[2]

DISPOSITIEF

Artikel 5

Het is voor de Raad van State niet duidelijk in welk opzicht artikel 311 of artikel 387 van de wet van 25 april 2014 'op het statuut van en het toezicht op kredietinstellingen' rechtsgrond opleveren voor de voorliggende bepaling.

Artikel 6

1. In het ontworpen artikel 434, § 1, dat artikel 6, lid 5, van de richtlijn omzet, schrijve men *in fine*: "[…] voornoemde termijn met maximum één maand verlengen". De oorspronkelijke termijn bedraagt immers twee maanden in plaats van één maand, zoals wordt aangegeven in de ontworpen tekst.

2. Volgens de omzettingstabellen die een van de gemachtigde ambtenaren heeft overgezonden, zou het ontworpen artikel 464 de omzetting zijn van artikel 81, lid 3, van richtlijn 2014/59/EU van het Europees Parlement en de Raad van 15 mei 2014 'betreffende de totstandbrenging van een kader voor het herstel en de afwikkeling van kredietinstellingen en beleggingsondernemingen en tot wijziging van Richtlijn 82/891/EEG van de Raad en de Richtlijnen 2001/24/EG, 2002/47/EG, 2004/25/EG, 2005/56/EG, 2007/36/EG, 2011/35/EU, 2012/30/EU en 2013/36/EU en de Verordeningen (EU) nr. 1093/2010 en (EU) nr. 648/2012, van het Europees Parlement en de Raad'.

Afgezien van het feit dat het zich laat aanzien dat, zoals in de Nederlandse tekst, aan het begin van de Franse tekst de afwikkelingsautoriteit moet worden vermeld in plaats van de toezichthouder, is het de afdeling Wetgeving niet duidelijk in welke mate dit artikel 464 zou

[2] *Beginselen van de wetgevingstechniek - Handleiding voor het opstellen van wetgevende en reglementaire teksten*, www.raadvst-consetat.be, tab "Wetgevingstechniek", aanbeveling 34, b).

‡LW-BIMPJEEFC-FIEJGVT‡

strekken tot een goede omzetting van de bepaling van de richtlijn waarmee zij aldus in verband wordt gebracht.

3. Volgens diezelfde omzettingstabellen vormt het ontworpen artikel 476, § 4, de omzetting van artikel 92, lid 3, van de richtlijn.

Aangezien dit lid betrekking heeft op de hypothese waarbij de maatregelen die de afwikkelingsautoriteit op groepsniveau voorstelt "een groepsafwikkelingsregeling omvatten", dient de Franse tekst van dat lid te worden afgestemd op de Nederlandse tekst; de woorden "ne comprennent pas de dispositif de résolution de groupe" moeten in die zin worden verbeterd.

4. Op het einde van het ontworpen artikel 485, § 1, eerste lid, moeten de woorden "artikel 97, lid 1" worden vervangen door "artikel 97, lid 2".

LE GREFFIER – DE GRIFFIER LE PRÉSIDENT – DE VOORZITTER

Anne-Catherine VAN GEERSDAELE Pierre VANDERNOOT

‡LW-BIMPJEEFG-FIEJGVT‡